

Commission : ASEM : Sommet de Madrid UE – Asie

Problématique : L'Union Européenne et l'ASEAN+6, pour une redynamisation équilibrée des relations entre deux régions centrales pour l'économie et les relations internationales ?

Auteur : Malaisie

La Malaisie est située en Asie du Sud-Est, le pays est frontalier avec le Brunei, l'Indonésie, la Thaïlande et Singapour. Elle est bordée par le détroit de Johor au Sud-Est. Sa capitale est Kuala Lumpur, et sa capitale administrative est Putrajaya. Le pays est indépendant du Royaume-Uni depuis 1957, et est une Etat membre de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Le régime en place est une monarchie parlementaire fédérale, un sultan est élu tous les cinq ans. Ce régime est en place depuis 1957. Il existe plusieurs partis réunis en deux coalitions, mais depuis la mise en place du régime une seule coalition a toujours été au pouvoir : le Barisan Nasional (BN), un parti qui se place dans une idéologie diverse (droite, centre, multi-ethnique, nationaliste et islamique). Le chef d'Etat, ou sultan, est Abdullah Shah depuis le 31 janvier 2019. Le chef du gouvernement est Muhyiddin Yassin depuis le 1^{er} mars 2020. Bien qu'il n'ait aucun accord avec l'Union Européenne elle garde tout de même une bonne relation avec certain de ses membres au sujet du commerce. Il lui tient à cœur de développer ses liens avec elle.

Initié pour la première fois en 1996 le sommet ASEM est la seule enceinte offrant une possibilité de dialogue entre l'Union Européenne et l'Asie, sans les Etats-Unis. Il est donc important d'y participer afin de protéger nos intérêts communs. Ce sommet permettra de discuter de plusieurs enjeux tournant autour de la politique et de la sécurité, de l'économie et des finances, mais aussi de nos sociétés et cultures. Il est nécessaire de parler de ces sujets afin de donner naissances à des accords ou au moins à des ententes sur les points importants. De plus à la suite de la crise du Covid-19 il est devenu plus qu'urgent de trouver des solutions pour préserver et développer nos relations commerciales et économiques, mais aussi de trouver des accords à propos du tourisme par exemple, ou de dialoguer sur la coopération dans la gestion de cette crise sanitaire.

Premièrement sur le plan de la politique et de la sécurité. Pour lutter contre le blanchiment des capitaux, le Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI) fut créé en 1989 lors du sommet du G7 à Paris. Par la suite de nombreux pays, dont la Malaisie, l'ont rejoint et ont créé des normes anti-blanchiment, et plusieurs autres organismes du même types ont été créés. D'ailleurs la Malaisie fait partie du Groupe Asie/Pacifique sur le blanchiment des capitaux (GAP) qui est l'un de ces organismes. En outre, la Malaisie est située près de plusieurs routes de commerce maritime qui emprunte le détroit de Johor où qui passent par l'Océan Indien. Ces lieux ont récemment connu une hausse du terrorisme en même temps qu'une augmentation du trafic maritime. Pour lutter contre ce terrorisme, le 2 décembre 1982 la Malaisie signe la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) qui prend effet en 1994. Depuis 2000 la Malaisie a renforcé son administration et les contrôles maritimes afin d'être plus efficace. De plus en 2005 elle a fusionné l'ensemble de ses agences gouvernementales compétentes dans le domaine maritime en une seule entité disposant d'un commandement unique. Par ailleurs, le sultan Abdullah Shah a déclaré l'état d'urgence face à la crise sanitaire, celui-ci devrait durer jusqu'au 1^{er} août. Le gouvernement Malaisien met ses citoyens en garde face à la vente de faux vaccins contre le Covid-19 sur le Dark Web. Le lundi 11 janvier le premier ministre Muhyiddin Yassin a annoncé un re confinement partiel du pays, effectif depuis le 13 janvier.

Deuxièmement, sur le plan économique et financier. La Malaisie est la seconde économie de l'ASEAN, après Singapour. Le 30 octobre 1957 la Malaisie rejoint l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), pour harmoniser les politiques douanières des parties signataires. C'est un accord multilatéral de libre-échange, qui a pour but de faire baisser les prix des consommateurs, de mieux utiliser les facteurs de productions et de favoriser l'emploi. Depuis 2009 la Malaisie est aussi membre de l'ASEAN Trade in Good Agreement (ATIGA). En 2016 la Malaisie signe aussi l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), qui est un traité multilatéral de libre-échange. Par ailleurs, depuis 2010 la Malaisie est en négociations avec l'Union Européenne pour signer un traité de libre-échange avec celle-ci. En outre, en 1992 la Malaisie a signé un accord qui crée une zone de libre-échange au sein de l'ASEAN, cet accord entre en vigueur en 2003. La Malaisie participe aussi au

partenariat régional économique global (RCEP), qui est un projet d'accord de libre-échange entre quinze pays autour de l'Océan Pacifique.

Troisièmement sur le plan de la société et de la culture. Des mesures ont été prises pour créer une commission officielle chargée du traitement des plaintes contre la police, malgré cela les lois répressives limitant les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique demeurent en vigueur. Le gouvernement a accepté un certain nombre des recommandations en matière de droits humains de l'ONU, mais il a rejeté celles visant à protéger les droits des personnes LGBT+ et des peuples autochtones. En avril 2019 le gouvernement est aussi revenu sur sa décision d'adhérer au Statut de Rome à la Cour pénale internationale. En mars 2019 le gouvernement décide d'abolir la peine de mort imposée à titre obligatoire pour 11 infractions pénales, néanmoins aucune exécution n'a eu lieu dans le pays depuis octobre 2018. Malgré la liberté de culte inscrite dans la constitution le pays reste profondément islamique, et le gouvernement souhaite même convertir tous les peuples autochtones à l'islam d'ici 2049. Les personnes LGBT+ sont profondément discriminés, et des lois leurs interdisent d'assumer leur sexualité ou identité de genre. Par ailleurs, la Malaisie étant un pays profondément islamique la place de la femme y est déterminé par le Coran, bien qu'aucune loi ne fasse réellement état de ceci. En outre, en mai 2009 le gouvernement malaisien décide de stopper la déforestation et de diminuer la production d'huile de palme. En 2009 les parc nationaux ne représentent que 5% du territoire national. Depuis 2007, la Malaisie a nationalisé le traitement des déchets et fermé 111 déchetteries qui ne respectaient pas le normes. De plus, en 2004 le gouvernement créé deux postes de ministres de l'éducation : Ministre de l'éducation et Ministre de l'éducation Supérieure. Le gouvernement travaille sur l'équité d'accès à ces systèmes scolaires, tout en palliant la multiethnicité du pays. Mais il existe de plus en plus de problèmes de cohésion sociale et d'unité nationale dû à l'éducation. Ainsi, le tourisme est un secteur important de l'économie malaisienne. L'Organisation Mondiale du Tourisme classe la Malaisie comme 10^{ème} pays le plus visité au monde en 2012. Mais la crise du Covid-19 a mis un frein au tourisme et touché durement l'économie malaisienne.

La Malaisie mettra, durant ces échanges, tout en œuvre afin de trouver des solutions pour redynamiser ses relations avec l'Union Européenne sur les plans politiques, économiques, et sociétaux. Mais elle fera aussi tout pour développer ses relations avec les pays de l'ASEAN, et les relations de cette organisation avec l'Union Européenne.